

N° 53 - 15 AVRIL-15 MAI 68

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

De soutien : à partir de 15 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

■ MOURIR pour le Finistère ?

Quand ce numéro paraîtra, le délai fixé par le CABRO au gouvernement sera arrivé à échéance. Pour le moment, le gouvernement a apporté un premier élément de réponse en faisant envoyer plusieurs compagnies de C.R.S. en renfort en Bretagne ; on a parlé de plus de 10 000 hommes. Dans l'article qui suit, notre camarade Jean Guéguenat montre l'inconsistance politique et l'ambiguïté fondamentale du CABRO. La manifestation du 8 mai, organisée par les syndicats ouvriers et paysans, manifestation qui est soutenue par l'U.D.B. aux côtés des organisations de gauche, est elle sans équivoque même si nous pouvons considérer que comme un minimum le texte de référence. Entre le 15 avril et le 8 mai, les tacticiens et opportunistes manœuvriers du « Comité d'Action de la Bretagne Occidentale » risquent fort de voir apparaître au grand jour l'intérêt qui seul les guide, de se voir dépasser par la violence de ceux, paysans ou ouvriers, qui n'ont que le désespoir au cœur.

Fin janvier 1968, Alexis Gourvenec rompt quatre ans de silence en accordant une longue interview à Bretagne-Magazine. Passages très intéressants — « le problème d'une autonomie bretonne vaut d'être examiné à l'heure où se fait l'Europe » — mais redoutables imprécisions (quelle Europe?) et positions plus les moins particularistes — « la Bretagne finit à St-Brieuc, la lutte pour l'Extrême-Ouest doit se mener autant contre Paris que contre Rennes et Nantes, écrans entre l'Europe et la Bretagne occidentale ».

Mars : le C.A.B.R.O., Comité d'Action de la Bretagne Occidentale prend naissance. Secrétaire général : Alexis Gourvenec ; il annonce d'emblée la couleur : si, d'ici le 15 avril, le gouvernement n'a pas fait un effort décisif pour désenclaver (enclavé, un pays entouré de trois côtés par la mer ?) l'ouest de la Bretagne, une action violente sera entreprise. En 5^e République, la violence paye, ou semble payer. Ne dit-on pas qu'après certaine manifestation d'octobre à Quimper, qu'après certains mystérieux attentats, un prêt d'équipement à un «aux imbattable (6 %) a été consenti en faveur des industriels de Bretagne — prêt tellement important qu'on ne sait, à vrai dire, qui serait assez fort pour l'utiliser ?

L'EQUIVOQUE FONDAMENTALE

Aussi les notables adhèrent-ils. Ils viennent d'encaisser un mauvais coup. A eux qui se disaient « persuadés que le gouvernement comprenait leurs problèmes et ferait tout ce qui est en sa possibilité pour les résoudre » (1), Pompidou vient de dire brutalement que le port pétrolier auquel ils faisaient sem-

blant de croire, ils feraient mieux d'abandonner l'idée, qu'il fallait être sérieux et comprendre qu'aucun intérêt n'imposait le choix de Brest.

C'est donc une réaction plus épidémique qu'on voudrait le faire croire que traduisent des revendications classiques qui, en elles-mêmes, ont bien sûr l'assentiment de tout le monde ! De Pouliquet,

cynique et naïf adhère aux objectifs du comité « qui vont d'ailleurs dans le sens de ce que la 5^e République a amorcé et entend poursuivre et intensifier ». C'est dire l'équivoque fondamentale sur laquelle repose le C.A.B.R.O. qui se contente encore de secouer la sébile [nous ne demandons que la part du pauvre] (2) un peu plus impérativement cette fois, sans rien mettre fondamentalement en question.

L'ordre capitaliste est accepté, et l'on s'en réclame même. Tout juste se contentera-t-on de le secouer un peu, de le gêner momentanément — il est pour le moins inquiétant d'entendre A. Gourvenec dire que « la paix sociale passe par les options que nous proposons ».

SUITE PAGE 5

- (1) M. De Cadenet, président de la Chambre de Commerce de Brest, « La Bretagne Economique », janv. 1967
- (2) A. Gourvenec, à Paris, le 20 mars 1968.

SECOMA

73 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 29-5 ERGUE-ARMEL - Quimper - Tél. 21.03

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA

SIEGES FANTASIA
MACHINES A ECRIRE ROYAL

CALCULATRICE MOROE

BUREAUX - CLASSEURS
BOIS - METAL

Agent service : DYMO

Réparations - Recharges

Les travailleurs bretons

victimes du sous-développement

En ce début d'année, la Bretagne est une fois de plus le théâtre de manifestations violentes et de heurts sanglants avec les forces de répression. Ce sont les ouvriers qui ont pris la relève dans la lutte contre le système capitaliste dont les contradictions s'amplifient chez nous d'année en année. C'est ainsi que le 25 janvier 6 000 fongerais se massaient contre les sous-préfecture et protestaient devant la sous-préfecture, contre les fermetures d'usines (37 depuis 1954) et contre la situation de l'emploi. Ces derniers mois, le chômage atteignait plus de 1 600 personnes. A Redon, depuis plusieurs semaines, les ouvriers ont mené leur combat pour une augmentation du salaire horaire de 30 centimes. Au cours des différents meetings et débrayages l'accent a été mis sur la nécessité de nouvelles implantations industrielles et pour ne pas changer les C.R.S.

phique. Conséquence : de 1962 à 1967, la région de programme Bretagne, a vu la masse des salariés non-agricoles augmenter de 14,6 % pendant que le nombre d'actifs de l'agriculture diminuait de 14,3 %. Ce solde déficitaire de l'emploi s'est traduit par une diminution de la population active totale de 22 600 personnes (1). On aura encore une idée de l'émigration si l'on sait que chaque année 1 900 jeunes foyers quittent la « région-programme » (2).

Ce phénomène de concentration exerce particulièrement ses effets sur l'évolution de l'industrie en accentuant les petites entreprises soit à fusionner soit à disparaître. De toute manière, on observe dans les deux cas une réduction du personnel (les exemples de Fougères et de Concarneau dans deux secteurs différents, chaussures-vêtements et conserves sont à cet égard

Fougères... Concarneau... Redon...

qui occupent la ville depuis un certain temps ont chargé à plusieurs reprises les manifestants.

La situation n'est guère plus brillante à Concarneau où l'on compte plus de 200 chômeurs. La population a réagi vivement contre cette détérioration de la situation de l'emploi par une manifestation qui regroupait plus de 3 000 personnes.

Cette détérioration du climat social est l'expression aiguë des difficultés croissantes que rencontre l'économie bretonne. Les fermetures d'usine, les licenciements, les réductions d'horaires remplissent les laconiques communiqués des syndicats ; notre chronique du Problème breton de Nantes à Brest ne cesse de s'allonger tous les mois. Les causes de cette situation sont multiples et l'on peut discerner celles qui concernent l'économie globalement de celles qui agissent uniquement sur l'industrie. Parmi les premières, il faut noter l'influence de l'exode rural sur l'accroissement de la main-d'œuvre disponible qui se trouve amplifiée par la venue sur le marché du travail des jeunes générations de l'après-guerre.

Ce potentiel économique, au lieu de contribuer au développement de la Bretagne, exerce à court terme une forte pression sur les salaires, les maintenant à un niveau très bas, puis il y a « transfert » vers la région parisienne dont les besoins en main-d'œuvre sont énormes. En publiant en 1963 son Livre Blanc, M. Delouvrier exprimait la volonté du gouvernement de créer dans le Bassin parisien une seconde Ruhr, obéissant à la tendance naturelle du système capitaliste, à la concentration financière et géogra-

phants). La principale cause des fermetures d'usines reste la mutation que subit l'ensemble de l'économie de l'hexagone et qui a en Bretagne des conséquences graves en raison des caractéristiques des industries existantes. En effet, dans cette métamorphose certaines branches industrielles sont en pleine expansion alors que d'autres périclitent et la Bretagne ne connaît que ce deuxième aspect, comme le cuir et le textile qui forment l'essentiel de l'industrie fongeraise et sont en pleine régression.

Personne n'ignore les difficultés de la construction navale à Saint-Nazaire et aussi dans les ports de pêche où elles sont amplifiées par la réduction de l'activité maritime. Il y a certes en quelques implantations d'entreprises dans les secteurs de pointe, mais par leur nature et leur nombre elles ne peuvent avoir une influence bénéfique sur notre industrie dont l'ar-

SUITE PAGE 4

(1) Bulletin de Conjoncture régionale n° 2, 1967.
(2) Bulletin de statistiques INSEE, Bretagne, 4^e trimestre 1967.

MORVAN LEBESQUE

EN PAGE 3

Edito

ALORS que ce mois-ci deux livres, celui de G. Héraud et celui de R. Lafont, attirent l'attention sur les problèmes des ethnies, l'actualité qui s'agit de l'origine des ethnies « helges » ou qu'il s'agit de l'origine de la répression, répression identifiée en Espagne à celle des révolutionnaires basques d'E.T.A. se charge de souligner ou de rappeler la gravité de ces problèmes. Problèmes, le terme est faible quand il s'agit des Basques en lutte depuis plusieurs années déjà, contre la puissance hispano-française. Des centaines de militants d'E.T.A. ont été torturés et restent emprisonnés. Des dizaines ont dû franchir la frontière de la honte et il faut rappeler que la responsabilité de la honte, est celle de l'Etat espagnol, mais aussi de l'Etat français. Il existe une entente basque au nord des Pyrénées : elle s'appelle l'E.T.A. Hisp. marchandage avec Franco contre la grande diplomatie française. En 1964, M. Frey, donna l'exemple de la répression appliquée au régime l'arrêté d'expulsion de territoire français de 4 responsables d'E.T.A. Hisp. marchandage avec Franco contre les Basques, aujourd'hui, pour la France de l'indépendance gaullienne, a vend des armes à l'Etat vatican contre les Kurdes.

Occasion nous est donnée de reformuler notre solidarité avec les militants basques d'E.T.A. Pour constater cette solidarité, il n'est pas inutile de rappeler l'importance de travail d'information que nous pouvons réaliser autour de nous, localement avec nos petits moyens. Ce travail d'information n'est-il pas nécessaire quand dans un journal la réputation aussi établie que « La Marseillaise », en trouve quelques pages l'annonce de la nouvelle vague de répression en Pays Basque, une série d'articles de Marcel Maréchal sur le problème basque et le problème catalan n'étaient abordés qu'incidemment, classés parmi les « vieux démons de l'Espagne ». La lutte contre le régime franquiste ne peut être dissociée de la lutte d'émancipation du peuple basque qui remet en cause, non plus seulement l'Etat franquiste, mais l'Etat espagnol. L'activité progressiste, c'est d'être solidaire de la lutte des ouvriers et des étudiants de Madrid et de Séville et des militants basques ou catalans précis, non comme Espagnols, mais comme personnes basques ou catalanes. Il serait contradictoire de se dire progressiste et d'endosser le vocabulaire impérialiste d'un Etat oppressor, mais les ethnies ; accepter cela, c'est en quelque sorte participer à l'oppression. Dire à l'Etat en Espagne, à Bilbao ce bordé contre France, c'est en fait se faire le gendarme des Basques emprisonnés à Bilbao en Euzkadi. Pédagogie difficile, qui va contre les « commodités du langage », qui remet en question « la réalité soi-disant objective », dernière leçon de ce cache-toutjours le conservatisme.

L'objectif difficile se conjugue avec démocratique, avec le fédéralisme, démocratie à l'échelle des communes. S'il fallait résumer une leçon de la campagne électorale qui vient de se dérouler en Flandre et en Wallonie, nous retiendrions l'étonnement, pour ne pas dire l'incapacité à comprendre ce qui s'est passé chez le plus grand des citoyens de Theagone. Nous ne citerons comme exemple que la réflexion d'un journaliste d'une radio périphérique s'adressant à un candidat socialiste wallon : « Ne trouvez-vous pas qu'au moment où l'unité de l'Europe est en difficulté, le fédéralisme adopté par la Belgique ne serait-il pas une langue d'éducation des mentalités dans le cadre de la centralisation, qui Heure bon son impérialisme DIFFERENTS, ne pas pouvoir comprendre que des ethnies veulent se réaliser pleinement DIFFERENTES, c'est l'incapacité fondamentale.

Le principal obstacle à l'unité de l'Europe est dans cette organisation hiérarchique des stat-nations, qui retarde l'avènement d'une Europe des peuples socialistes.



BULLETIN D'ADHESION
NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.
Signature _____
— Adressez ce bulletin (déposé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.
— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES. C.C.P. 2365-76.

MIROIRIÈRES DE L'OUEST
Installations de magasins — Produits verriers des manufactures
TY BOS — QUIMPER — Tél. : 6-47 et 37-47

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

Le mois de mars a été très employé par la section de Brest. Des deux réunions du 11 et du 20, il faut citer plusieurs moments de l'actualité. L'actualité et puis des résumés, mais surtout en particulier. De plus nous avons réalisé nos réunions l'U.D.B. à des réunions et des manifestations pour le pays au Vietnam.

SECTION DE RENNES

Les réunions de la section de Rennes ont été très employées. Le 11 mars, nous avons eu une réunion de travail sur le thème « Le rôle de la section de Rennes ». Le 20 mars, nous avons eu une réunion de travail sur le thème « Le rôle de la section de Rennes ». Le 27 mars, nous avons eu une réunion de travail sur le thème « Le rôle de la section de Rennes ».

SECTION DU MORBIHAN

Le mois de mars a été très employé par la section du Morbihan. Le 11 mars, nous avons eu une réunion de travail sur le thème « Le rôle de la section du Morbihan ». Le 20 mars, nous avons eu une réunion de travail sur le thème « Le rôle de la section du Morbihan ».

REUNION PUBLIQUE DE QUIMPER

Le 27 mars, nous avons eu une réunion publique de Quimper. Le thème de la réunion était « Le rôle de la section de Quimper ». La réunion a été très employée et a permis de discuter de nombreux problèmes.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LE SOUTIEN ET LE DEVELOPPEMENT DU « PEUPLE BRETON »

Le 11 mars, nous avons eu une souscription permanente pour le soutien et le développement du « Peuple Breton ». Le montant de la souscription est de 1000 F.

IFFIG

IFFIG est une revue de la section de Rennes. Elle est dirigée par le comité de rédaction de la section. Elle traite de l'actualité locale et nationale.

LA TOUR D'AUVERGNE

LA TOUR D'AUVERGNE est une revue de la section de Quimper. Elle est dirigée par le comité de rédaction de la section. Elle traite de l'actualité locale et nationale.

Monsieur

Monsieur est une revue de la section de Rennes. Elle est dirigée par le comité de rédaction de la section. Elle traite de l'actualité locale et nationale.

PROGRESSION

2 500 exemplaires
Le numéro daté du 15 avril a été tiré à 2 500 exemplaires.

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes names like M. J. B. B., M. J. C. C., etc.

Total de la souscription liste : 204,00 F
Rapport des listes précédentes : 1.284,81 F
TOTAL : 1.488,81 F

Les participations à la souscription doivent être adressées au « Peuple Breton », C.C.P. 2365-76 Rennes, en précisant au dos l'envoi à Souscription.

LA CONCLUSION DE NOTRE ETUDE

La conclusion de notre étude est que le mouvement breton est un mouvement de libération nationale. Il est basé sur la lutte pour l'indépendance de la Bretagne.

« Monsieur »
Votre Prêt à Porter
24, rue du Frot - QUIMPER
Costumes - Vestes
Pantolons - Chemises
Cravates

QUEST OU BRETAGNE

L'analyse de la situation actuelle de la Bretagne, comparée à celle de l'Ouest, nous conduit à poser la question de la solution du problème breton. Nous sommes d'accord avec la nouvelle gauche française quand elle propose de faire passer le mouvement breton de la lutte pour l'indépendance à la lutte pour la reconnaissance de la région.

« LA PIEGE D'OUEST »
Pour nous, l'Ouest, en tant qu'entité géographique, n'existe pas. C'est un mythe qui sert à masquer les contradictions de la société capitaliste.

LA BRETAGNE VEUT VIVRE

La Bretagne veut vivre, c'est son droit. Elle a le droit de décider elle-même de son avenir. Elle ne peut pas être traitée comme un objet.

AGENCE D'ARMOR
Toutes transactions immobilières et commerciales Locations
Pierre Le BERRE, directeur
16, rue de Larmor 56 - LORIENT
Téléphone : (97) 64-42-29

libres propos de MORVAN LEBESQUE D'un certain angélisme

« Na tu na gweun... Combien de fois l'aurait-il entendu, ce slogan ? La dernière date d'après le programme du 22 mars, à la Marseillaise ou à la Breizh, c'est un vieux militant qui me collaborait au P.B. Breton. Il disait que le mouvement pour le retour à la suite, « Moi, me lance-t-il, je ne suis ni rouge ni blanc. Breton seulement... » Et il dit : « Ah ! »

« Ah ! » c'est ce que nous nous sommes dit tous les deux. Et nous nous sommes dit : « Ah ! » c'est ce que nous nous sommes dit tous les deux. Et nous nous sommes dit : « Ah ! » c'est ce que nous nous sommes dit tous les deux.

« L'appelle aux survivants des mouvements Breton d'avant-guerre l'impulsion à donner à la Bretagne... »

« Nous avons, nous, choisi le peuple Breton la gauche. Non pas machinisme, mais parce que la décolonisation de notre pays nous apparaît comme une œuvre spécifiquement bretonne. Le mouvement breton, c'est le mouvement de libération nationale de la Bretagne. »

« Or nous avons choisi la gauche Bretonne... »

« Et de la Peuple Breton, n° 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54 et de la Peuple Breton, n° 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100. »

La mort d'un mythe

« Sur la France » un livre de Robert Lafont

Justice est faite, ou à peu près, de l'Empire français outre-mer. Mais il reste à libérer les colonies qui en subsistent sur le continent européen, de Croix à nos jours, l'histoire de la France apparaît dirigée par un monstrueux impérialisme.

C'est ainsi que nous la présente un récent ouvrage, *Sur la France*, que l'Occidental Robert Lafont, auteur déjà de *La Révolution régionaliste*, vient de faire paraître chez Gallimard. Le texte en est introduit par une assez surprenante préface de Jacques Madelin, qu'il faut lire et méditer, pour la mise de conscience qu'elle manifeste : « Il a choisi d'être français, cet homme de Castres et de Castelnaudary avoue bien qu'il a chéri d'autant plus la France qu'il s'y est senti « quelque peu étranger ». Il admet surtout que ses compatriotes ne partagent point son choix et se veillent avant tout occitans.

A lire Lafont, il est vrai, les yeux s'ouvrent sur la falsification dont a été victime l'histoire de notre Ouest européen. Quelques-uns des grands mythes qui ont bercé notre enfance et obscurci notre esprit, s'effondrent. Et si l'on rencontre au passage certaines figures connues, l'éclairage jeté sur elles est totalement différent de celui auquel nos maîtres nous avaient habitués : voici Du Guesclin, ex-héros breton, remis à sa vraie place de « petit noble besogneux et fourbe passé au service du roi de France ». Car Lafont voit les choses non pas en fonction de la future et « inéluctable » unité française, mais il se met chaque fois à la place de ces nations, dévorées l'une après l'autre par la gourmandise du gouvernement de Paris.

éléments de civilisation. Ces derniers expriment un certain réseau de relations humaines, lui-même établi sur des réalités économiques. Poser sur le volet d'un triptyque la culture, sur un autre la politique et en déduire sur un troisième l'équivalence économique, revient à proclamer l'égalité des trois : c'est mettre sur le même plan la fleur, la tige et la racine.

D'autre part, dans sa *Révolution régionaliste*, Lafont a montré la situation économique actuelle des régions de l'Ouest européen et la nécessité de défendre les liens étroits qui les relient à la métropole parisienne. Il n'a, en aucun cas, révélé le dynamisme et l'évolution dialectique des forces économiques et sociales depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à nos jours, comme il le fait dans *Sur la France* pour la politique et la culture. Il omet ainsi de nous faire connaître les vrais moteurs de ce développement historique, les raisons profondes de notre servitude.

Il faut regretter le caractère par là un peu superficiel de l'ouvrage, qui ne manque pas par ailleurs de qualités. On y trouvera en particulier une analyse fort bien menée des mécanismes de l'aliénation dans une nation soumise à une autre et c'est sans doute le résultat le plus intéressant du travail de Lafont. Le chapitre pourrait s'intituler : Comment on devient province...

Le livre se lit aisément et ne donne généralement pas dans le travers, trop fréquent du jargon pédant. Ici ou là cependant, j'avoue avoir buté sur certaines phrases. Ainsi qu'à bien voulu dire l'auteur, à la dernière page de son avant-

par Gwenc'hlan Le Scouezec

La distinction qu'il fait — et qu'il avait déjà établie dans sa *Révolution régionaliste* — entre nation primaire, correspondant à une ethnie originale comme la Bretagne, et nation secondaire, résultant d'un contrat, comme les Etats Unis et la France, a une valeur certaine de précision et de clarification des idées. Je n'aime guère cependant les termes qu'il a retenus, et qui semblent établir une hiérarchie entre les deux concepts : il y a dans *primaire* un relenti de primitif et dans *secondaire* une senteur d'évolué. En outre, que signifie ce « secondaire » ? A quoi le Contrat américain, pris comme exemple, peut-il bien être secondaire ? Dans le cas de la France, c'est plus net. On parlerait ici du second étage d'un édifice bâti sur le maçonnerie des nations primaires. J'aurais, en tout cas, préféré d'autres mots.

Plus important est le reproche que l'on peut adresser à Lafont d'avoir fondé son travail sur des bases fragiles. Ce vice fondamental n'a d'ailleurs pas échappé à l'auteur. « Ce genre d'analyse structurale, écrit-il dans son avant-propos, revient à raccorder une étude des idéologies à l'histoire événementielle ou culturelle. Les réalités économiques et sociales ne sont plus envisagées qu'en référence à une élaboration ou intellectuelle ou politique, comme par allusion. » Mais il pense s'en justifier en ajoutant que « les faits ici envisagés doivent être traduits en termes socio-économiques » et en rappelant qu'il a déjà réalisé cette « traduction » dans *La Révolution régionaliste*.

Voilà une double erreur. D'abord les faits politiques et culturels ne sont pas comparables à une expression linguistique dont les données économiques seraient la translation dans un autre idiole. Celles-ci, depuis leur fondement géographique — nature du sol, type de climat, végétation spontanée — jusqu'à leurs développements sociologiques — système d'exploitation des ressources naturelles, intérêts financiers, mise en œuvre des individus — sous-tendent et engendrent dans une large mesure les événements historiques et les

propos, quand il parle de « réinvestir la France sur des réalités en mouvement d'histoire » ? Il y revient en termes analogues, aux dernières lignes de son livre. C'est donc là sa conclusion, qu'il complète en ajoutant : « La nation des nations n'est elle-même que révolutionnaire, mouvante, créatrice. » Que veut-il donc signifier par là ?

Je crains d'ailleurs qu'il ne cherche, gardant un reste d'attachement au mythe « France », à maintenir la cohésion de cet ensemble constitué dans l'Ouest européen, comme il l'a montré, par l'impérialisme du Bassin parisien. A vrai dire, pour dialoguer valablement avec l'Occitan Lafont, je n'ai pas besoin de me référer à un dénominateur commun qui serait : « Après tout, nous sommes tous français. » Je converserai même d'autant mieux avec lui que je ne me référerai pas à ce préalable. La encore d'ailleurs c'est en termes économiques, et non pas sentimentaux, que se pose le problème de notre appartenance de Bretons ou d'Occitans conscients à un Etat multinational, plus ou moins largement conçu.

Il y a en fait une retenue constante chez Lafont et c'est peut-être ce que je lui reproche le plus. Il tire en somme des conclusions politiques moins avancées que la manière dont il expose les faits historiques. Après avoir fait deux pas en avant, il en fait un en arrière. Il est vrai que de cette façon, il avance finalement. Mais c'est un peu agaçant.

Ceci dit, il faut lire Lafont, car ses ouvrages apportent par leur lucidité incontestablement du neuf. Ils ne manqueront pas d'ouvrir bien des esprits à la réalité que des siècles d'intoxication nous ont voilée. Ils possèdent en outre le pouvoir de nous éveiller à une fraternité qui commence à se manifester entre les peuples minoritaires. L'analogie des destinées entre le sien, le nôtre et tous ceux que l'hexagone enferme en ses frontières, peut faire la communauté des causes ; nous apprenons avec joie que nous avons des compagnons de lutte.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

Lors de leur Congrès départemental les jeunes agriculteurs ont dénoncé très vivement « la politique agricole actuelle, européenne ou française, inspirée du libéralisme européen ». Les jeunes agriculteurs ont demandé une Europe « où chaque région même excentrée puisse connaître un véritable développement ». On ne doute pas de la sincérité du gouvernement français quand pour aider au développement de la Bretagne, les sommes les plus fortes accordées par un Comité interministériel au F.I.A.T. (Fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire) vont aux Parcs Naturels... Pour plus amples détails nos camarades agriculteurs peuvent se reporter à la carte parue dans notre dernier numéro et préparer leurs vœux.

A Dinan, l'inquiétude est très grande parmi les ouvriers des Etablissements Dickoff. La fermeture de l'usine interviendrait si aucun moyen de reclassement n'était trouvé. Cela fait 150 ouvriers en suris de licenciement ou d'exode. Lutter ou partir.

FINISTÈRE

Nous parlons par ailleurs de la création du CABRO Soutignons ici, devant la gravité de la situation économique et sociale de ce morceau de Bretagne, l'opération sauvetage de personnalités politiques en perte de vitesse de cette création. On constate notamment que M^r Lombard a fort à faire pour rattraper le mythe du port pétrolier à Brest. Devant des étudiants canadiens, ne déclarait-il pas : « le choix à faire par l'Etat est un acte politique » ; des actes politiques : M^r Lombard, centriste et centraliste porte-drapeau d'une certaine bourgeoisie finistérienne, ne doit pas très bien savoir ce que c'est.

ILLE-ET-VILAINE

Redon : fin mars, des accords paritaires sur les salaires ont été signés à Rennes. Le mardi 26 mars un protocole était conclu entre la direction et les délégués syndicaux de l'entreprise UNIFER, des augmentations horaires ont été accordées en trois tranches. Il ne faut pas se laisser sur les résultats de ces manifestations : les augmentations de salaires (consenties en plusieurs tranches sur une période de plusieurs mois) ne font qu'entériner l'augmentation du coût de la vie ; les entreprises ne réduisent pas leurs marges bénéficiaires au profit du prolétariat, ce serait un non sens en système capitaliste, elles ne font que procéder en l'occurrence à un réajustement des salaires pré-déterminé par leur programmation financière (découpée en tranches elles aussi).

Ceci devrait-il se solder par une augmentation des salaires réels que le problème cru-

cial de la garantie de l'emploi en Bretagne n'en serait pas résolu pour autant ; le revendication uniquement salariale devrait logiquement viser la partie des catégories de salariés dans l'hexagone ; or nous savons bien que le travailleur breton et redonnais en particulier, reste condamné à des salaires inférieurs dans l'état actuel des choses ; en effet les usines présentes en Bretagne ne se justifient économiquement que par une neutralité fondée sur la politique des bas salaires : le parité salariale avec l'ensemble français même tout droit à la fermeture des dernières usines, « pirates » ou non. Ainsi, sur le plan de la garantie de l'emploi restons nous sceptiques.

La manifestation prévue pour le 3 Mai doit particulièrement insister sur la défense de l'emploi et sur les nécessaires garanties politiques.

Un syndicalisme qui défend les véritables intérêts des travailleurs n'est pas seulement révolutionnaire par sa force de contestation mais surtout par sa aptitude à fournir des solutions de rechange : dans cette perspective de véritables réformes de structures, l'activité syndicale ne peut que favoriser la prise de conscience à la base, de l'importance et de l'urgence d'une politique bretonne, seule garante de la sécurité de l'emploi.

LOIRE-ATLANTIQUE

A Saint-Nazaire, qui à défaut d'être avec Nantes une métropole d'équilibre est une métropole des licenciements, l'usine Sud-Aviation va mettre en pré-retraite à 60 ans, 145 personnes, d'ici la fin de l'année, par suite d'une « baisse de son plan de charges ». Le Fonds National de l'Emploi doit participer à l'indemnisation de ces travailleurs dont la mise en « pré-retraite » cache ce qu'il est convenu d'appeler licenciements. Notons au passage que l'utilisation des crédits du Fonds National de l'Emploi est en Bretagne judicieusement adaptée à la réalité d'un pays après 10 ans de national gaullisme.

MOR-BIHAN

Il serait intéressant de mettre en parallèle les dépenses des collectivités locales en matière d'équipement routier notamment ; insistons-nous de rappeler les travaux faits pour préparer à Lorient l'implantation d'Alstom qui malgré toutes les promesses du gouvernement et de ses serviteurs et chantres attirés n'est jamais venu. Mettons en parallèle le programme de travaux d'infrastructure routière pour 1968 : un petit pont sera construit au Bono ; la route nationale 165 sera mise à quatre voies et à deux chaussées séparées sur une longueur de — tenez-vous bien — de 3 km... C'est tout !

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent

« Quelques lignes pour vous adresser mes compliments d'avoir pu obtenir la collaboration de Marvon Lebesque. Il s'agit là d'un événement capital pour la vie du journal. Ce qu'il faut savoir, c'est l'énorme audience dont jouit M.L., particulièrement dans les milieux « jeunes ». D'une enquête menée dans les milieux de la Presse, il y a deux ans, il est apparu que chaque semaine, il touche près d'un million de personnes par ses conférences, ses critiques littéraires et théâtrales et surtout, ses jamaux éditoriaux dans le « Canard Enchaîné », qui sont placardés dans les halls des usines et les vestibules de facultés. C'est dire l'importance de sa contribution. J'ai retrouvé dans son article les grands thèmes qu'il exposait lors d'une longue correspondance que nous avons échangée, il y a quelques années et que j'ai dû malheureusement interrompre, faute de temps.

Je ne suis pas d'accord avec lui sur un sujet qu'il affectionne particulièrement : l'outil, votre le danger du folklore pour le folklore. Personne n'a oublié la tactique de Staline, dans les Républiques musulmanes et dénoncée par Pierre et René Gossat. Cependant, j'estime que le folklore contribue puissamment à l'éveil de la personnalité bretonne. Constatons l'extraordinaire floraison des Cercles celtiques dans la région parisienne. Ils témoignent d'une prise de conscience bretonne qu'on n'avait jamais vue. Sans eux, ces jeunes gens étaient dûment et totalement désemparés sur la Bretagne. A ce sujet, il faut rendre un juste hommage à « l'Union des sociétés bretonnes d'Ille de France » et à son journal « Le Pays Breton ».

A. Le Toquin (Rennes)

VOTRE PAVILLON TERMINÉ

du type 4 « Heb-Ken » (71 m² 07) à partir de 54 146 F.

Prime et prêt Crédit Foncier sur 20 ans - Prêt complémentaire - Etude gratuite de tous problèmes financiers - Construction sur votre terrain ou sur nos lotissements

REALISATION

LA CORNOUILLE IMMOBILIERE

29, place de la République - 29-S. PONT-L'ABBE - T. 2-73

Composition linotype à façon

REVUES - TABLEAUX - THÈSES

LINARMOR

15, rue des Fossés - RENNES

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 2 500 — Dépôt légal 2^e trimestre 68